

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

DECEMBRE 2005

FINANCES

Copé convoque une conférence des finances locales le 15 décembre

Au Sénat, la fin de l'examen des recettes du budget 2006 a été retardée par un long débat sur les ressources des collectivités territoriales. Attaqué jusque dans les rangs de l'UMP, le gouvernement a promis une " remise à plat " du RMI

Les Echos - 01/12/2005

Les élus en colère

La réforme de la fiscalité locale apparaît de plus en plus inéluctable

Le Courrier des Maires - 01/12/2005

L'agence de notation Public Evaluation System a établi une évaluation financière des régions

L'agence de notation des collectivités territoriales Public Evaluation System, qui vient d'être créée, doit rendre publique aujourd'hui une évaluation de la situation financière des 22 régions françaises. Cette évaluation a pour but de mettre en lumière le rapport entre les implications budgétaires des décisions politiques et la situation financière des collectivités

Bulletin Quotidien - 07/12/2005

La dépense publique locale augmente plus faiblement en 2005

Les dépenses des collectivités progressent de 4,3 % cette année, contre 9,6 % en 2004. Leurs capacités d'autofinancement sont en " net redressement ", signale une étude de Bercy

Les Echos - 13/12/2005

Bouches-du-Rhône : 500 millions de dépenses supplémentaires

Avec 2 milliards d'euros pour 2006, dont 400 millions d'investissement, le budget du département, qui va entraîner une nouvelle hausse de la fiscalité locale, caracole en tête dans l'Hexagone

Les Echos - 22/12/2005

Grand Lyon : le débat budgétaire pollué par affaire de marchés publics

Suspensions au sein de l'assemblée, concernant les conditions de passation des marchés publics

Les Echos - 26/12/2005

Obtenir le paiement forcé d'une créance

L'inertie injustifiée d'une personne publique pour payer son cocontractant peut être contrée par la mise en œuvre de procédures adaptées. Parmi celles-ci: l'introduction d'une demande de provision en référé devant le juge administratif ou bien encore la mise en œuvre de procédures de mandatement ou d'inscription d'office.

Le Moniteur - 30/12/2005

FISCALITE LOCALE

Taxe professionnelle : une réforme inégalitaire

Une étude du cabinet Philippe Laurent Consultants révèle que les territoires désindustrialisés, souvent les plus pauvres, sont les grands perdants
Le Monde - 09/12/2005

Le Sénat modifie la réforme de la taxe professionnelle

Le Sénat a adopté samedi la réforme de la taxe professionnelle en ajustant les conditions de prise en charge des hausses de la TP par l'État
La Tribune - 12/12/2005

Les sénateurs votent la taxe professionnelle dans le projet de loi de finances pour 2006, en modifiant les conditions de prise en charge des hausses par l'Etat

Approuvée du bout des lèvres par une partie du patronat, notamment les industriels partisans d'une suppression progressive de cet impôt, la réforme de la taxe professionnelle, inscrite dans la loi de finances pour 2006, a été votée le 10 décembre par les sénateurs, qui ont exprimé toutefois une vive inquiétude quant à ses répercussions sur les finances et l'autonomie des collectivités locales
Bulletin Quotidien - 12/12/2005

Plafonnement à la valeur ajoutée : les incohérences

La TP payée par les entreprises ne devra pas dépasser 3,5 % de leur valeur ajoutée, ce qui présente deux difficultés : comment porter ces éléments à la connaissance des collectivités concernées ? Comment réaliser un calcul localisé de la valeur ajoutée ?
La Lettre du Cadre Territorial - 15/12/2005

Saint-Théoffrey : + 300 % d'impôts locaux

Les habitants du petit village isérois sont montés au créneau quand ils ont découvert le faramineux montant des impôts locaux
La Lettre du Cadre Territorial - 15/12/2005

Un coût atténué pour les collectivités

Des mécanismes sont introduits pour corriger les effets pervers pour les EPCI à TPU et les collectivités aux nombreuses bases plafonnées
La Gazette des Communes - 19/12/2005

L'Ille-et-Vilaine va augmenter ses impôts de 15% à 20%

Le Conseil général d'Ille-et-Vilaine prévoit d'augmenter les impôts départementaux de 15 à 20 % en 2006 pour financer des transferts de charge de l'Etat de plus en plus lourds
Les Echos - 22/12/2005

Les déchets seront taxés à partir de 2006

Comme le réclamaient les industriels, le principe d'une " écotaxe " sur les déchets électriques et électroniques ménagers est définitivement acquis
La Tribune - 26/12/2005

Fixation des taux d'imposition : instruction fiscale n° 6-A-5-05

La loi de finances pour 2005, n° 2004-1484 du 30 décembre 2004, a aménagé la règle de lien entre les taux pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics de coopération intercommunale
Le Moniteur - 30/12/2005

FCTVA / TVA

Subvention d'équipement et TVA : un nouveau droit à récupération ?

Une jurisprudence européenne condamne la position de l'État français en la matière. Quelles conséquences pour les collectivités ?

La Lettre du Cadre Territorial - 01/12/2005

Plus vite la TVA

Le Sénat a adopté un amendement du gouvernement au budget 2006 prévoyant le remboursement anticipé aux collectivités de la TVA qu'elles auront acquittée au titre de la réparation des dommages subis lors de violences dans les banlieues

La Lettre du Cadre Territorial - 15/12/2005

TVA et subventions il est venu le temps des remboursements

Les contribuables concernés ont jusqu'au 31 décembre 2007 pour demander la restitution de la TVA qui n'a pu être déduite depuis le 1er janvier 2001.

Ouverture - 30/12/2005

COMPTABILITE

Ce qui change en matière de provisions

L'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 amende un certain nombre de règles budgétaires et comptables, actuellement transcrites dans la nomenclature M14, et applicables aux communes, à leurs groupements et établissements publics. Il est prévu que toutes ces mesures nouvelles entreront en vigueur dès l'exercice 2006, indépendamment du fait que le budget de la collectivité soit voté avant le 1er janvier 2006

Le Courrier des Maires - 01/12/2005

La performance comptable dans le Secteur public, c'est possible !

La signature avant la fin de cette année d'un contrat pluriannuel de performance pour les années 2006 à 2008 concrétisera une nouvelle étape dans l'affirmation de notre rôle avec une double priorité : la qualité comptable tant pour l'Etat que pour les collectivités locales d'une part, la qualité de service vis-à-vis de nos différents partenaires et publics d'autre part

La Revue du Trésor - 01/12/2005

Les nouveautés dans les opérations d'ordre des communes et groupements

L'un des objectifs affirmés de la réforme de la M 14 décrite par l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 vise à améliorer la lisibilité des documents budgétaires afin d'en faciliter l'appréhension par des lecteurs non spécialistes

Le Courrier des Maires - 01/12/2005

Présentation du projet de loi ratifiant l'ordonnance du 26 août 2005 relative à la simplification des règles budgétaires et comptables

Sénat, P. loi n° 79, 14 novembre 2005

Collectivités Territoriales Intercommunalité - 01/12/2005

La réforme budgétaire est encore au milieu du gué

" Les Echos " organisent aujourd'hui et demain le 7e Forum international de la gestion publique. L'occasion de faire le point sur l'entrée en vigueur de la loi organique relative aux lois de Finances, en plein débat budgétaire au Parlement

Les Echos - 05/12/2005

CONSOLIDATION

INFORMATIQUE / TIC

EDI-Rafale : une expérimentation de dématérialisation réussie

L'EDI-Rafale, a été lancée, dans le domaine des marchés publics, entre la Direction générale de la Comptabilité publique et la Délégation générale pour l'armement, afin de dématérialiser non seulement les pièces justificatives de la commande et du dossier de paiement, mais aussi le mandat de paiement lui-même. Cela supposait une étude en profondeur de la teneur des données échangées, l'établissement d'un standard commun d'échange et de surmonter les obstacles techniques et juridiques naissant de ce changement de forme. Mais c'était aussi l'occasion de remettre en cause l'organisation des tâches pour l'adapter à cette nouvelle situation. Aujourd'hui, après quatre années de fonctionnement effectif, il est possible de faire le bilan de cette expérimentation

La Revue du Trésor - 01/12/2005

Des données publiques plus accessibles grâce au numérique

Une ordonnance définit de nouvelles modalités d'accès aux données publiques. Elle reconnaît la possibilité pour les citoyens d'obtenir ces informations par voie électronique, entérinant ainsi une pratique existante

Maires de France - 01/12/2005

Administration en ligne : le gouvernement définit un cadre juridique

Une ordonnance adoptée hier en Conseil des ministres apporte une reconnaissance forte aux échanges électroniques dans toute la sphère publique. Elle pose aussi le principe d'un référentiel de sécurité

Les Echos - 08/12/2005

La Moselle confie à LD Collectivités la gestion du haut débit

La filiale de Neuf Cegetel, mandataire d'un groupement d'opérateurs, va commercialiser et gérer à travers une société dédiée, Moselle Telecom, une infrastructure en fibre optique de 1.100 km y qui sera achevée en juin 2006

Les Echos - 13/12/2005

Bourgogne : L'Etat et les collectivités épaulent la filière NTIC

Le contrat professionnel de progrès dédié aux nouvelles technologies de l'information et de la communication dégage sur trois ans une enveloppe de 5,7 millions

Les Echos - 31/12/2005

RESSOURCES HUMAINES

Activité accessoire: un licenciement illégal

Un cumul d'emplois irrégulier peut entraîner une sanction disciplinaire mais pas un licenciement s'il ne s'agit que d'une simple activité accessoire à l'emploi principal
La Lettre du Cadre Territorial - 15/12/2005

L'Institut Montaigne présente quinze pistes pour moderniser la sphère publique

Le groupe "Méthode de modernisation de l'Etat" de l'Institut Montaigne, que préside M. Claude BEBEAR, président du conseil de surveillance d'Axa, vient de publier un rapport présentant "15 pistes pour moderniser la sphère publique". Pour ce groupe, le secteur public doit dépenser mieux, donc moins, pour atteindre plus vite des objectifs clairement définis, par le pouvoir politique, compatibles entre eux, et inscrits dans une vision nationale et européenne cohérente
Bulletin Quotidien - 16/12/2005

GESTION INTERNE

INTERCOMMUNALITE

" Il faudra garantir aux EPCI une ressource fiscale pérenne "

Les communautés de communes rurales sont souvent trop petites pour agir par elles-mêmes et se trouvent alors dépendantes de toute une pyramide de syndicats mixtes
Le Courrier des Maires - 01/12/2005

Délibération d'une commune mettant fin au mandat de l'un de ses représentants dans l'organe délibérant d'un EPCI

La délibération par laquelle une commune décide de mettre fin au mandat de l'un de ses représentants dans l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale relève du contentieux électoral Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/12/2005

Faire un saut qualitatif

Les élus s'attendaient à un rapport très sévère. La Cour des comptes a présenté une analyse nuancée. Le gouvernement demande une révision des périmètres d'ici juin 2006
Le Courrier des Maires - 01/12/2005

Les EPCI épingleés ou les limites du pouvoir de remontrance

L'intercommunalité à fiscalité propre concerne aujourd'hui 84 % de la population et 88 % des communes françaises contre respectivement 55 et 52 % en 1999. Plusieurs rapports émanant de la Cour des comptes, du Conseil économique et social et du Parlement, en relèvent toutefois diverses insuffisances et dysfonctionnements
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/12/2005

Les frais financiers dans l'évaluation des charges transférées

Lors du transfert d'équipements communaux à un groupement intercommunal, l'examen du transfert de la dette correspondante révèle parfois, pour la commission d'évaluation des transferts des charges, une problématique beaucoup plus lourde qu'il n'y a paraît au départ
Le Courrier des Maires - 01/12/2005

Les récentes propositions de réformes de l'établissement public de coopération intercommunale

La loi du 13 août 2004 a continué l'approfondissement de l'intercommunalité en France sans révolutionner la structure de base : l'établissement public de coopération intercommunale. Deux documents récents, l'un de l'Association des Communautés de France (ADCF), l'autre du Conseil économique et social, proposent une nouvelle catégorie juridique : "la communauté territoriale". Cette entité ne se définit pas comme étant une collectivité locale.
RGCT - 01/12/2005

L'Impôt ménage est en marche

En limitant leurs marges de manœuvre financières, la réforme de la TP va pousser de plus en plus d'intercommunalités à adopter une fiscalité mixte, donc à se financer par l'impôt ménage
La Lettre du Cadre Territorial - 01/12/2005

Les DGS jugent le rapport de la Cour des comptes

Les directeurs généraux des groupements partagent le diagnostic de la Cour, mais sont plus critiques sur ses recommandations. Ils pointent du doigt les failles du système intercommunal tel que l'a dessiné le législateur
La Gazette des Communes - 05/12/2005

Les relations communes-communautés dans la gouvernance des agglomérations

Etude réalisée à la demande de l'Assemblée des communautés de France et l'Institut national des études territoriales par des élèves administrateurs territoriaux de l'INET - promotion Vercors
La Gazette des Communes - 05/12/2005

Article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales : une chance pour les marchés intercommunaux ?

Tel qu'interprété par le Conseil d'Etat, l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales ne fait pas obstacle à ce que l'assemblée délibérante d'un établissement public de coopération intercommunale délègue à son président la passation des marchés publics, quel qu'en soit le montant. Par contraste, communes, départements et régions ne peuvent procéder à semblables délégations que pour les marchés inférieurs à 230.000 euros HT

AJDA - 12/12/2005

Quel avenir pour les EPCI ?

Les débats actuels suscitent les passions avec, en toile de fond, un mauvais procès engagé par l'Etat. Pour autant, ces critiques doivent être mises à profit pour optimiser l'articulation entre EPCI et communes

Journal des Maires - 15/12/2005

Intercommunalité : à relancer...

Circulaire du 23 novembre 2005 relative au renforcement de l'intercommunalité (NOR : INTB0500105C; non publiée au JO)

La Quinzaine Juridique - 19/12/2005

Renforcement de l'intercommunalité

Cette circulaire vise avant tout à donner quatre axes prioritaires pour renforcer l'intercommunalité. Tout d'abord, il est demandé de rationaliser les périmètres afin d'éviter de créer des communautés de communes de moins de 5000 habitants. Ensuite, l'intérêt communautaire doit être défini (à noter que la date de son établissement est reportée au 18 août 2006). Il est aussi demandé de s'assurer de ce que l'exercice des compétences transférées soit réellement effectif. Enfin, l'accent est mis sur la nécessité de clarifier les relations financières entre les EPCI et les communes membres

Le Moniteur - 23/12/2005

METP / PPP

"Critères de choix des offres : pondérés ou hiérarchisés ?

Aux termes du dernier alinéa du II de l'article 53 du code des marchés publics, les critères de choix des offres sont définis dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans le règlement de la consultation. Ces critères sont pondérés ou à défaut hiérarchisés. Il résulte de ces dispositions que c'est seulement si la pondération des critères d'attribution est impossible que la personne publique qui s'apprête à passer un marché peut se borner à procéder à leur hiérarchisation (1^{re} espèce). Les critères doivent être pondérés, sauf si la personne publique qui s'apprête à passer un marché peut justifier que cette pondération n'est pas possible. C'est seulement en ce cas que cette personne peut se borner à procéder à leur hiérarchisation.

La Quinzaine Juridique - 05/12/2005

SEM

Une SEM pilotera le développement économique

Renforcer la fonction de maîtrise d'ouvrage sur ses politiques publiques, tout en s'assurant que la maîtrise d'œuvre de ces mêmes politiques s'organise dans les meilleures conditions d'efficience
La Gazette des Communes - 12/12/2005

Soupçon de position dominante pour la SEM Lyon Parc Auto

La Direction générale de la concurrence et de la répression des fraudes, procède à une enquête sur la dévolution des délégations de service public des parcs de stationnement dans le Grand Lyon
Les Echos - 13/12/2005

ASSOCIATIONS

✚ 50 questions sur les subventions publiques accordées par les collectivités territoriales

Une collectivité locale est constamment sollicitée pour apporter son concours à des initiatives privées et publiques. Elle ne peut répondre à toutes les demandes; elle doit en effet veiller à satisfaire un intérêt public et à faire correspondre son intervention avec la politique qu'elle conduit dans chaque secteur considéré. Si la collectivité publique conserve un pouvoir discrétionnaire dans la décision d'octroi d'une subvention, il n'en demeure pas moins qu'elle doit respecter les principes généraux du droit public dans les critères qu'elle met en oeuvre pour son attribution. Ces "50 questions" rappellent les règles fondamentales en la matière (I). Il précise le cadre des subventions entre personnes publiques (II) et celui des subventions aux personnes privées (III). Enfin, il rappelle les règles de gestion (IV)

Le Courrier des Maires - 01/12/2005

✚ Activités lucratives : l'importance de la notion de prépondérance

La capacité pour les associations d'exercer des activités lucratives a été successivement reconnue par la loi et la jurisprudence. Elle pose toutefois la question de la prépondérance de telles activités, notion juridiquement et fiscalement imprécise, au regard de l'ensemble des activités de l'association

Associations mode d'emploi - 01/12/2005

✚ Retrait d'une subvention votée: double condition

JO Sénat, 13 octobre 2005, p. 2636

Associations mode d'emploi - 01/12/2005

✚ TVA et subventions : le temps des remboursements

Selon deux arrêts du 6 octobre 2005 de la Cour de justice des communautés européennes, dès lors que les immobilisations sont utilisées sur un marché soumis à TVA, elles doivent intégralement être déductibles, qu'elles aient été ou non financées par le biais de subventions publiques.

La Gazette des Communes - 12/12/2005

✚ Comment rémunérer ses dirigeants tout en restant organisme sans but lucratif ?

Un organisme sans but lucratif (OSBL), comme une association soumise à la loi du 1er juillet 1901 ou une fondation soumise à la loi du 23 juillet 1987, peut rémunérer ses dirigeants sans que le caractère désintéressé de la gestion entraînant le paiement des impôts commerciaux ne puisse être remis en cause, mais à certaines conditions.

Ouverture - 30/12/2005

✚ Les associations gestionnaires d'établissements et services sociaux et de certains établissements de santé

Un remarquable décret a précisé les dispositions générales relatives à la comptabilité, au budget et à la tarification de ces établissements. Ce document réalisé en étroite concertation avec notre profession doit être le document de référence de tout professionnel impliqué, que ce soit en mission contractuelle de conseil ou en mission légale de certification.

Ouverture - 30/12/2005

✚ Les contrats aidés dans le monde associatif

Les aides spécifiques au secteur non marchand

Ouverture - 30/12/2005

✚ Rapport de gestion, projet associatif et commissariat aux comptes : des changements culturels et juridiques


Le rapport moral et le rapport financier, d'usage centenaire, semblent être amenés à disparaître. Le rapport de gestion, obligatoire pour associations, les remplace progressivement et devrait améliorer à l'avenir la transparence financière des organismes à but non lucratif.

Ouverture - 30/12/2005

 **TVA et subventions il est venu le temps des remboursements**

Les contribuables concernés ont jusqu'au 31 décembre 2007 pour demander la restitution de la TVA qui n'a pu être déduite depuis le 1er janvier 2001.

Ouverture - 30/12/2005

 **Association transparente, collectivité locale responsable**

Arrêt du Conseil d'Etat du 5 décembre 2005, Département de la Dordogne (n° 259 748; 3e et 8e sous-sections réunies)

RGCT - 31/12/2005

DELEGATIONS

✚ Collectivités territoriales et équipements sportifs : quels modes de gestion et de financement ?

Un jugement rendu par le Tribunal administratif de Lyon le 10 mars 2005 (TA Lyon, 10 mars 2005, n° 0303726, Lavaurs) a relancé le débat sur les modalités de gestion et de mise à disposition des grands équipements sportifs comme les stades auprès des clubs sportifs, notamment professionnels. Dans l'affaire en question, le juge administratif a considéré que la redevance payée par le club " Olympique lyonnais " pour occuper le stade Gerland était insuffisante.

Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/12/2005

✚ Le camping : un service public industriel et commercial ?

Le service du camping géré par une commune peut avoir la nature d'un service public industriel et commercial, dont les agents, à l'exception du directeur et du comptable public, relèvent, pour leur contentieux, du juge judiciaire. Un agent qui exerce les fonctions de régisseur de recettes n'a pas la qualité de comptable public

Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/12/2005

✚ Réforme du statut des aéroports : la fin d'un avantage ou la perspective de nouvelles opportunités pour les CCI ?

Le statut des aéroports régionaux a été profondément remanié, successivement par les deux lois n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et n° 2005-357 du 20 avril 2005 relative aux aéroports. Si le titre Ier de la loi du 20 avril 2005 précitée est consacré à la modification du statut des Aéroports de Paris, la présente étude porte uniquement sur les aéroports dits régionaux, c'est-à-dire ceux visés par l'article 28 de la loi du 13 août 2004 et par l'article 7 de la loi du 20 avril 2005

Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/12/2005

✚ Comment gérer le défi de la croissance Il manque 54000 places dans les ports de plaisance français et la tendance s'amplifie.

Les communes doivent innover sur les plans technique et financier. La conduite de projets portuaires implique souplesse et détermination

La Gazette des Communes - 05/12/2005

✚ Douze métiers en quête de filière

Une récente étude sectorielle du CNFPT confirme que les métiers de la restauration municipale sont très hétérogènes. Bien qu'issus de la catégorie C à 90%, nombre d'agents occupent des postes à responsabilités

La Gazette des Communes - 05/12/2005

✚ La régie de Marseille résiste bien à la concurrence

Cent ans après sa création, la régie a su conserver près de la moitié des parts de marché dans la ville. Grâce, notamment, à une profonde réorganisation du service

La Gazette des Communes - 05/12/2005

✚ Suez et Veolia sous pression en Île-de-France

Le Syndicat des eaux d'Ile-de-France fait appel de la sanction infligée par le Conseil de la concurrence. Une affaire qui souligne l'insuffisance des appels d'offres

La Tribune - 12/12/2005

✚ Vinci et Eiffage, champions européens dans les concessions

Le rachat d'ASF et d'APRR permet à Vinci et Eiffage d'accroître leur taille mais aussi de donner une dimension européenne à leurs activités dans les concessions. Grâce à la rente qu'elles apportent, les concessions serviront d'amortisseur face aux aléas cycliques du BTP

Le Moniteur - 12/12/2005

✚ L'attribution d'une concession à Gaz de France doit faire l'objet d'une mise en concurrence

Le tribunal administratif de Caen vient de décider que l'attribution d'une concession de distribution de gaz à Gaz de France nécessitait une procédure de mise en concurrence

AJDA - 19/12/2005

 **La justice annule une délégation de service public**

Le tribunal administratif de Lyon a annulé la décision du Grand Lyon de signer avec Dalkia France, la convention de délégation de service public
Les Echos - 26/12/2005

DIVERS

Nature juridique des offices de tourisme intercommunaux

Réponse ministérielle n° 57256 : JOAN Q 4 oct. 2005, p. 9237 Collectivités Territoriales Intercommunalité - 01/12/2005

Partenariats public-privé et droit communautaire des marchés publics et des concessions

Elle distingue deux types de partenariats : les concessions et les PPP "institutionnalisés". Elle souhaite que les contrats de concession fassent l'objet d'une initiative législative contraignante pour clarifier le terme de concessions et la réglementation applicable à leur attribution. Mais elle lancera au préalable une étude d'impact. Pour les PPP "institutionnalisés", entreprises de services publics détenues conjointement par un partenaire public et un partenaire privé, la Commission précisera en 2006 les modalités d'application de la réglementation européenne pour le choix des partenaires du privé. Ce texte aborde la question controversée des contrats internes (in house), pratique contestée par la Cour de justice européenne, qui consiste, pour les autorités publiques, à accorder un contrat à une entité qu'elles contrôlent sans lancer d'appel d'offres
Le Moniteur - 02/12/2005

Contrats de partenariat à l'attention des collectivités territoriales

Circulaire interministérielle du 30 novembre 2005
Le Moniteur - 04/12/2005

Les trois principes de la passation des contrats de partenariat public-privé

La mise en œuvre des contrats de partenariat issus de l'ordonnance du 17 juin 2004 repose sur les principes de liberté d'accès, d'égalité de traitement et d'objectivité des procédures. Si les deux premiers principes ne devraient guère surprendre, le troisième ne manquera pas de retenir l'attention. Par ailleurs, le caractère global du partenariat public-privé n'est pas sans effet sur l'accès des PME, des artisans et des concepteurs à ces contrats, ce qui devrait amener les collectivités publiques à attacher une grande importance au respect de ces principes
AJDA - 05/12/2005

RFF mise sur les partenariats public-privé

Réseau Ferré de France pourra confier à un tiers sa maîtrise d'ouvrage pour des opérations d'investissement
La Tribune - 13/12/2005

Frères ennemis de l'action sociale ?

Face aux départements devenus les véritables chefs de file en matière d'action sociale, les CCAS cherchent à prouver leur légitimité non sans petits grincements. Reproches mutuels, différences de culture : entre l'expert du terrain et le "pilote", la collaboration ne va pas toujours de soi
La Lettre du Cadre Territorial - 15/12/2005

Un partenariat public-privé pour le zoo

Le zoo sera réparti en six biozones
Le Moniteur - 16/12/2005

Partenariats public-privé et actions locales

Dans le cadre de ses missions transversales, le groupe de projet Racines s'est saisi du sujet des partenariats public-privé (PPP) avec deux visées principales : apporter des éléments objectifs de compréhension et d'appréciation de ces instruments et mettre en perspective les enjeux révélés dont celui de renforcer les responsables locaux dans leur capacité à réaliser des projets et ainsi conforter le processus de décentralisation
Le Moniteur - 23/12/2005

MARCHES PUBLICS

L'observation partielle de la commande publique

Plus de cinq ans et demi, après sa création par l'article 135 du Code des marchés publics de 2001, l'Observatoire économique de l'achat public vient enfin d'être créé par l'arrêté du 10 novembre 2005 pris en application de l'article 136 du Code des marchés publics 2004. Thierry Breton, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, a installé le lundi 14 novembre 2005 ledit observatoire
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/12/2005

Projet de Code des marchés publics 2006 : entretien avec Jérôme Grand d'Esnon

La Directive CE n° 2004/18 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services devait être transposée en droit national dans un délai de 21 mois à compter de sa publication, d'où le projet de " nouveau " Code des marchés publics prévu pour janvier 2006. A la lecture du projet, il apparaît toutefois, qu'û ne s'agit pas d'un simple " ajustement " pour tenir compte des textes européens mais bien d'un réexamen de certaines procédures
Collectivités Territoriales (Lamy) - 01/12/2005

Code des marchés publics : le projet de décret en phase finale

Simplification sur la forme, précisions apportées sur le fond : la deuxième version du projet de décret portant Code des marchés publics est le résultat de la concertation et des nombreux échanges intervenus depuis l'été. Parmi les modifications, sont à signaler les mesures en faveur des PME, la consécration de la notion de développement durable, et la nouvelle impulsion donnée à la dématérialisation des procédures
Le Moniteur - 09/12/2005

Projet de décret portant Code des marchés publics : avant-projet n° 2 du 29 novembre 2005

Avant-projet n° 2 du 29 novembre 2005
Le Moniteur - 09/12/2005

Installation de l'Observatoire économique de l'achat public

Le 10 novembre 2005 pris en application de l'article 136 du Code des marchés publics et relatif à l'observatoire économique de l'achat public
(JO 13/11/2005, Minéfi, 14/11/2005, communiqué de presse)
Collectivités Territoriales Intercommunalité - 12/12/2005

Adapté ne veut pas dire réduit

Les procédures adaptées doivent l'être au montant certes, mais aussi à l'objet et à la concurrence
La Lettre du Cadre Territorial - 15/12/2005

Seuils d'application en matière de procédures de passation des marchés au 1er janvier 2006 (modification des directives 2004/17/00 et 2004/i8/CE)

Tous les deux ans, les seuils des procédures européennes de passation de marchés publics sont révisés par la Commission européenne, de manière à respecter les engagements internationaux de l'Union. S'agissant des règles applicables aux procédures formalisées de marchés publics, un décret va paraître dans les prochains jours qui reprendra ces nouveaux seuils communautaires
Le Moniteur - 30/12/2005

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

Hortefeux veut soumettre les fonds du RMI aux " résultats "

Brice Hortefeux a prôné la mise en cœur d'une culture du résultat dans tous les départements en matière de gestion du RMI

La Lettre du Cadre Territorial - 15/12/2005

INFORMATION FINANCIERE, COMMUNICATION

Des données publiques plus accessibles grâce au numérique

Une ordonnance définit de nouvelles modalités d'accès aux données publiques. Elle reconnaît la possibilité pour les citoyens d'obtenir ces informations par voie électronique, entérinant ainsi une pratique existante
Maires de France - 01/12/2005

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

La nouvelle vie de la communauté du Hénin-Carvin

L'aide de l'Etat et l'énergie des élus de la communauté d'agglomération ont permis de transformer un drame économique, la fermeture du site Metaleurop, en nouvelle chance pour le territoire
Maires de France - 01/12/2005

Sur le terrain ça roule, avec l'Etat ça coince !

Sur le terrain, l'appel à projets du gouvernement a déjà une traduction concrète, comme le montre la mise en place des structures de gouvernance de trois pôles de compétitivité présentée dans ce dossier. Reste à l'administration centrale à mieux coordonner ses interventions !
L'Usine Nouvelle - 01/12/2005

Pau : deuxième souffle pour Hélioparc

D'ici à 2008, la technopole Hélioparc installée dans Pau intra-muros compte multiplier par deux les "jeunes pousses" aujourd'hui accueillies dans son incubateur et sa pépinière
Les Echos - 06/12/2005

Les collectivités en quête d'une politique de recherche

Le soutien des régions et des agglomérations aux laboratoires et aux chercheurs va croissant. Mais les lignes directrices de leur action sont encore incertaines dans la plupart des cas
La Tribune - 14/12/2005

Pour un développement économique plus "durable"

Les aides accordées aux entreprises dépendront de leurs engagements sociaux et environnementaux
La Gazette des Communes - 19/12/2005

Le gouvernement valide neuf nouveaux pôles de compétitivité à vocation nationale

Les pôles de compétitivité, dotés de 1,5 milliard d'euros sur trois ans, ont l'ambition de renforcer la place de la France en matière d'innovation et de lutter contre les délocalisations. Ils visent à mettre en réseau les entreprises, les centres de formation et les unités de recherche publiques ou privées, dans un esprit de synergie
Bulletin Quotidien - 21/12/2005

Nouvelles délimitations des ZRR au 1er janvier 2006

La nouvelle définition des ZRR est applicable depuis le 1er janvier 2005, zonage est maintenu jusqu'au 31 décembre 2006
VIGIE-PCL.COM - 31/12/2005

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

La qualité de l'environnement attire les entreprises

Souvent considérées comme des verrues à l'entrée des villes, les zones d'activité sont pourtant des enjeux majeurs du développement et de l'attractivité du territoire. La qualité environnementale et le développement durable sont les principes fondateurs d'une démarche de requalification
Le Courrier des Maires - 01/12/2005

Internet haut débit, gestion de l'eau, traitement des déchets contrats de plan État-régions

Rapport d'information fait au nom de la délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire par M. Emile Blessig
Le Moniteur - 02/12/2005

L'Observatoire des territoires présente son premier rapport

La production française est caractérisée par la place prépondérante de l'Ile-de-France, quasiment stable depuis 10 ans. Suivent deux régions dont la croissance est légèrement supérieure à la moyenne nationale : Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les quatre premières régions assurent à elles seules la moitié de la production nationale
Bulletin Quotidien - 13/12/2005

300 pôles d'excellence rurale labellisés en 2006

L'appel à candidatures qui vient d'être officiellement lancé par la Datar fera l'objet de deux vagues de sélection, en juin et décembre prochains. L'Etat y consacra 150 millions d'euros
Les Echos - 20/12/2005

Le Périgord privé de liaisons directes avec Paris développe ses relations avec le Royaume-Uni

Alors que les lignes à bas coût se multiplient entre Bergerac et la Grande-Bretagne, la Dordogne n'aura bientôt plus de relation directe ferroviaire ou aérienne avec Paris
Les Echos - 22/12/2005

ENVIRONNEMENT

Quand le secteur public s'en mêle

Protocole de Kyoto oblige, la France doit diviser ses émissions de carbone par quatre d'ici à 2050, soit une baisse de 3% par an. Pour l'instant, on est loin, mais le secteur public s'est lancé dans la bataille
Acteurs Publics - 01/12/2005

Le casse-tête de la fiscalité écologique

La seule fiscalité à vocation environnementale est la taxe générale sur les activités polluantes
La Tribune - 06/12/2005

Bataille autour du recyclage des déchets électroniques

Contraints par un décret publié cet été, collectivités locales et industriels ne s'entendent pas sur le financement du traitement des appareils électriques et électroniques très polluants
La Tribune - 07/12/2005

Angers se dote d'une filière de recyclage des déchets électroniques

L'investissement estimé à 15 millions d'euros, porté par Veolia Propreté et l'agglomération, associera des associations d'insertion et plusieurs industriels de la filière électronique locale
Les Echos - 09/12/2005

Bruxelles veut imposer un quota de véhicules "propres"

La Commission européenne s'apprête à adopter, mercredi prochain, un projet de directive pour obliger Etats, collectivités locales, organismes publics, entreprises publiques, ainsi que les opérateurs privés bénéficiant d'une concession publique, à utiliser des véhicules "propres"
Les Echos - 16/12/2005

Pollution de l'étang de Berre Bruxelles intransigeant

Le gouvernement devra trouver de nouvelles solutions pour réduire les rejets de limons et d'eau douce par EDF, sous peine de se voir condamner par l'Europe à de lourdes amendes
Les Echos - 22/12/2005

Plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés

Décret n° 2005-1472 du 29 novembre 2005. Ce décret modifie la réglementation relative aux plans d'élimination des déchets ménagers, en tenant compte de la compétence nouvelle des conseils généraux instaurée par la loi relative aux responsabilités locales du 13 août 2004. Leur contenu est complété. Il est prévu des modalités lorsqu'aucun plan n'a été élaboré. Par ailleurs, la composition de la commission consultative du plan d'élimination est remaniée
Le Moniteur - 23/12/2005

Les déchets seront taxés à partir de 2006

Comme le réclamaient les industriels, le principe d'une "écotaxe" sur les déchets électriques et électroniques ménagers est définitivement acquis
La Tribune - 26/12/2005

De nouvelles normes limitent les rejets nocifs des incinérateurs d'ordure

Toutes les usines doivent désormais respecter une directive européenne du 4 décembre 2000, qui renforce les mesures de sécurité dans les installations et instaure des valeurs limites d'émissions polluantes, notamment pour les métaux lourds et la dioxine
Le Monde - 30/12/2005

Elimination des déchets : composition des équipements électriques et électroniques et élimination des déchets issus de ces équipements

Arrêtés du 23 novembre 2005 et du 6 décembre
Le Moniteur - 30/12/2005

 **Les communes doivent créer un service public d'assainissement non collectif**

En 2006, une nouvelle obligation d'assainissement devrait voir le jour. Toutes les communes de France devaient créer leur service public d'assainissement non collectif, avant le 31 décembre Libération - 31/12/2005

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

Equipement : transfert des compétences et des services...

Instruction du 28 mai 2005 relative au dimensionnement des services à transférer (NOR : EQUG0510263J; non publiée au JO)
La Quinzaine Juridique - 05/12/2005

Ports maritimes : la décentralisation prend le large...

Circulaire n° 2005-51 du 2 août 2005 relative à la mise en œuvre des transferts de compétences prévus dans le domaine des ports maritimes par l'article 30 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (NOR : EQUT0510235C; non publiée au JO)
La Quinzaine Juridique - 05/12/2005

Services routiers : en route pour la décentralisation !

Circulaire Equipement n° 2005-54 du 10 août 2005 relative à l'organisation des transferts vers les conseils généraux dans le cadre de la décentralisation et organisation des affectations dans les services routiers et les directions départementales de l'équipement (NOR : EQUG0510240C; non publiée au JO)
La Quinzaine Juridique - 05/12/2005

La décentralisation pourrait se transformer en étau pour les régions

Selon une étude du cabinet d'audit Ernst & Young sur l'impact de la décentralisation à l'horizon 2010, rendue publique aujourd'hui à Bordeaux, où elles tiennent leur premier congrès, les régions vont devoir accepter une " dégradation maîtrisée " de leurs fondamentaux financiers
Les Echos - 07/12/2005

Pour une régionalisation du système de santé en 2025. Offre, régulation et acteurs : essai de prospective

La territorialisation du système de santé a regagné en actualité avec la loi de décentralisation votée en 2004. L'exigence, de plus en plus prégnante, d'efficacité de l'action publique, mesurée à l'aune d'un intérêt général dont la perception est parfois brouillée, appelle à une redéfinition du rôle de l'Etat et de sa logique d'intervention
La Gazette des Communes - 12/12/2005

Décentralisation et dépérissement de l'Etat

Au nom de la maîtrise des dépenses publiques, d'une certaine philosophie, économique et politique, on affaiblit l'Etat et on transfère aux collectivités territoriales ce qui relève des missions essentielles de l'Etat
La Lettre du Cadre Territorial - 15/12/2005

Le coût de la prestation handicap fait peur aux départements

A moins de deux semaines de sa date d'entrée en vigueur officielle, les conseils généraux redoutent l'impact financier d'un dispositif qu'ils ne se sentent pas prêts à assumer. Et ils donnent leurs raisons
Les Echos - 16/12/2005

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

CONTROLE PUBLIC

Aux origines de la loi du 16 septembre 1807 créant la Cour des comptes : le contrôle des comptes publics de 1790 à 1807

A la veille du bicentenaire de la Cour des comptes, l'examen des conditions ayant présidé à sa création s'impose plus que jamais alors que le corset de la loi de 1807 paraît appelé à éclater sous la pression de la nécessaire modernisation de la gestion financière publique. Or, la loi du 16 septembre 1807 ne peut se comprendre sans remonter aux débuts de la période qui commence par le décret du 2 septembre 1790 supprimant les anciennes chambres des comptes.

La Revue du Trésor - 01/12/2005

MONDE, EUROPE

La prise en charge des personnes âgées dépendantes en Allemagne, en Suède et au Royaume-Uni

Dans son dernier rapport public particulier qu'elle consacre aux personnes âgées dépendantes, la Cour des comptes étudie les dispositifs mis en œuvre chez certains de nos partenaires européens qui sont eux aussi confrontés à des perspectives démographiques préoccupantes et, naturellement, à la nécessité de combiner soins médicaux et aide aux actes essentiels de la vie

Bulletin Quotidien - 08/12/2005

PATRIMOINE

Autoroutes : les repreneurs

Vinci, Eiffage- Macquarie et Abertis reprendront les parts de l'État dans ASF, APRR et la Sanef. La décision a été saluée par les marchés financiers qui reconnaissent l'avantage stratégique de ces acquisitions
La Tribune - 15/12/2005

L'État a accéléré la vente de son patrimoine immobilier en 2005

Le gouvernement a réalisé 600 millions d'euros de ventes de son parc d'immeubles et de bureaux cette année, et en prévoit 480 millions supplémentaires en 2006. L'opération vise en partie à soulager la dette
La Tribune - 26/12/2005

Le gouvernement vend le patrimoine français sans vraie politique de gestion immobilière

Dans une étude, l'Institut Montaigne déplore que l'Etat vende ses biens "sans vision à moyen ou long terme". Il préconise la création d'une société foncière spécifique
Le Monde - 29/12/2005

La valorisation du patrimoine autoroutier

La privatisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes est une bonne décision. Elle aide à clarifier le rôle de l'Etat, le prémunissant de la confusion des rôles entre régulateur et détenteur de patrimoine
Le Moniteur - 30/12/2005

URBANISME

Calais régénère son centre-ville

La première ville du Pas-de-Calais mise sur un grand centre commercial pour redynamiser son cœur urbain. D'autres équipements publics doivent également y contribuer
Les Echos - 06/12/2005

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

Évolutions récentes du droit de la responsabilité administrative

L'intégration le 1er mars 2005 d'une Charte de l'environnement dans la Constitution comportant de nouveaux droits et devoirs pour faire face aux risques technologiques et industriels dont les citoyens se sentent de plus en plus menacés, invitent à une réflexion sur les évolutions récentes du droit de la responsabilité administrative et sur ses principales implications pour les collectivités territoriales. À côté de la poursuite de mouvements engagés depuis déjà longtemps, tendant à la réduction des zones d'irresponsabilité administrative ou à l'extension de la protection des victimes, le souci de prendre en compte le plus tôt possible des risques de moins en moins avérés mais aux effets de plus en plus dévastateurs conduit à imposer aux pouvoirs publics de nouvelles obligations, sous le contrôle du juge.
Collectivités Territoriales Intercommunalité - 01/12/2005

La responsabilité pénale des élus locaux en matière d'infractions non intentionnelles

La présente étude porte sur la loi du 10 juillet 2000 et son application par le juge aux élus locaux et, singulièrement, aux maires
Le Courrier des Maires - 01/12/2005

Chronique de jurisprudence de la Cour des comptes et de la Cour de discipline budgétaire et financière

Le montant de l'amende pour gestion de fait, qui est une sanction facultative d'une nature spécifique, s'apprécie en fonction du montant des sommes irrégulièrement détenues ou maniées et de la durée de ces agissements; plus largement, le juge des comptes pourra procéder à une appréciation fine des circonstances de l'affaire, de la responsabilité individuelle prise par chaque comptable de fait dans les opérations irrégulières, et même de la faculté contributive de celui-ci
AJDA - 19/12/2005

Ce qu'il ne faut pas faire dans la gestion d'une association para-administrative...

Un arrêt du Conseil d'Etat du 5 décembre 2005 vient de confirmer que la responsabilité du département de la Dordogne était engagée à la suite de la cessation de paiement du comité d'expansion de la Dordogne
AJDA - 26/12/2005

Association transparente, collectivité locale responsable

Arrêt du Conseil d'Etat du 5 décembre 2005, Département de la Dordogne (n° 259 748; 3e et 8e sous-sections réunies)
RGCT - 31/12/2005

CORRUPTION

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

Recours en tierce opposition contre un arrêt de relaxe de la Cour de discipline budgétaire et financière

Pour la première fois, la CDBF a dû se prononcer sur la recevabilité d'un recours en tierce opposition contre l'un de ses arrêts. Sa décision illustre la spécificité de cette juridiction, à la fois administrative et répressive.
AJDA - 19/12/2005

Le Conseil d'Etat est compétent pour constater l'abrogation implicite d'une loi

L'Assemblée du Conseil d'Etat a estimé qu'il lui revenait de constater l'abrogation de dispositions législatives, résultant implicitement de ce que leur contenu est inconciliable avec un texte qui leur est postérieur
AJDA - 26/12/2005

COMPTES DE CAMPAGNE